

04/08/2020



## PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION  
DES POPULATIONS DES ALPES-MARITIMES  
service environnement

### INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Société SONITHERM

Etablissement situé 33, boulevard de l'Ariane, à Nice

Arrêté préfectoral complémentaire relatif aux mesures d'urgence  
en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant

N° 16445

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le livre V, titre Ier ;

VU l'arrêté interministériel du 7 avril 2016 modifié relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 20 juin 2017 portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur les départements des régions Occitanie et Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2017 portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Alpes-Maritimes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 13804 du 4 juillet 2011 autorisant la société SONITHERM à exploiter les installations situées 33, boulevard de l'Ariane, à Nice ;

VU l'étude d'impact économique et social (EIES) remise en mai 2017 par la société SONITHERM définissant les mesures de nature à réduire les rejets atmosphériques en cas d'épisodes de pollution aux particules, au dioxyde d'azote ou à l'ozone ;

VU le rapport référencé 2020\_293 du 27 juillet 2020 de l'inspection des installations classées ;

VU la consultation du 9 juin 2020 de la société SONITHERM sur le projet d'arrêté préfectoral annexé au rapport susvisé du 27 juillet 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que la qualité de l'air constitue dans la région PACA un enjeu sanitaire majeur ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté interministériel du 7 avril 2016 modifié vise à harmoniser les modalités de déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution caractérisés de l'air ambiant ;

Polluants ( $\mu\text{g}/\text{m}^3$ )	Procédures et seuils réglementaires				
	Niveau information - recommandation	Niveau « alerte » N1 1 <sup>er</sup> niveau de mesures d'urgence		Niveau « alerte » N2 2 <sup>ème</sup> niveau de mesures d'urgence	
		Sur prévision	Sur persistance (constat et prévision)	Sur prévision	Sur persistance (constat et prévision)
Particules fines (PM <sub>10</sub> )	50 en moyenne sur 24 heures soit à J ou J+1	80 en moyenne sur 24 heures soit à J ou J+1	50 en moyenne sur 24 heures pendant 2 jours soit J et J+1		80 en moyenne sur 24 heures pendant 2 jours à J et J+1  ou  50 en moyenne sur 24 heures pendant 4 jours soit J-2, J-1, J et J+1
Dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> )	200 en moyenne horaire à J ou J+1	400 en moyenne horaire dépassé pendant 3 heures consécutives à J ou J+1	200 en moyenne horaire pendant 3 jours, soit J-1, J et J+1		400 en moyenne horaire dépassé pendant 3 heures consécutives, pendant 2 jours, soit J et J+1  ou  200 en moyenne horaire, pendant 4 jours, soit J-2, J-1, J et J+1
Ozone (O <sub>3</sub> )	180 en moyenne horaire à J ou J+1	240, en moyenne horaire, dépassé pendant 3 heures consécutives à J ou J+1	180 en moyenne horaire pendant 2 jours, à J et J+1	300 en moyenne horaire, dépassé pendant 3 heures consécutives à J ou J+1  ou  360 en moyenne horaire, à J ou J+1	240 en moyenne horaire, dépassé pendant 3 heures consécutives pendant 2 jours à J et J+1  ou  180 en moyenne horaire pendant 4 jours, soit J-2, J-1, J et J+1

\* « Persistance d'un épisode de pollution aux particules ou à l'ozone » : il y a « persistance » d'un épisode de pollution pour un polluant donné, lorsque le dépassement du seuil d'information et de recommandation est prévu pour le jour même et le lendemain, ou en absence de modélisation, lorsqu'il est constaté le dépassement du seuil d'information et de recommandation sur station de fond durant deux jours consécutifs. Les constats peuvent être observés sur des stations de fond différentes au sein d'une même superficie retenue pour la caractérisation de l'épisode de pollution.

**Article 2.2 – Déclenchement, durée d'application et modalités de levée des procédures préfectorales (procédure préfectorale d'information et de recommandation – procédure préfectorale d'alerte)**

Dès lors qu'une procédure préfectorale d'information et de recommandation est déclenchée, les mesures listées à l'article 2.3 du présent arrêté sont activées immédiatement après la réception du communiqué d'activation de la procédure préfectorale d'information et de recommandation. La mise en œuvre de ces mesures est réalisée suivant les éventuels délais annoncés dans l'étude d'impact économique et social remise par l'exploitant et suivie.

En cas de déclenchement d'une procédure préfectorale d'alerte, il existe deux niveaux de mesures d'urgence :

➤ ne pas réaliser d'essai industriel ni de modification significative des paramètres de procédé (stabilité du procédé).

**Article 2.3.2 - Mesures en cas de dépassement du seuil d'information et de recommandation pour le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) ou pour l'ozone (O<sub>3</sub>):**

En cas de dépassement du seuil d'information et de recommandation défini à l'article 2.1 du présent arrêté pour le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) et l'ozone (O<sub>3</sub>), les mesures suivantes s'appliquent selon les modalités définies à l'article 2.2 du présent arrêté :

- affichage de l'information qu'un épisode de pollution est en cours ;
- rappels des bonnes pratiques à l'ensemble du personnel avec une vigilance accrue pour limiter et maîtriser les émissions de NOx pendant toute la durée de l'épisode de pollution ;
- vérification du bon fonctionnement des équipements de traitement des fumées (traitement des NOx) : suivi des paramètres de fonctionnement via les données du système de contrôle-commande et de supervision ;
- vérification du bon fonctionnement des appareils de mesures des émissions de NOx : information du personnel pour une vigilance accrue des performances environnementales pendant toute la durée de l'épisode de pollution avec traçabilité de l'épisode de pollution dans le cahier de poste pour la relève ;
- renforcement du contrôle des valeurs limites d'émissions (VLE) en NOx et application des procédures sur la conduite à tenir en cas de dépassement de ces VLE ;
- stabilisation et optimisation du procédé d'incinération : vigilance particulière sur la maîtrise des opérations suivantes :
  - mélange des déchets en fosse pour obtenir un combustible (déchets) le plus homogène possible ;
  - suivi de tous les paramètres de fonctionnement (tonnage traité, combustion, consommation d'eau et de réactifs, ...) via le système de contrôle-commande et de supervision afin d'agir éventuellement sur ceux-ci pour améliorer la performance et les rejets en NOx.
  - ne pas réaliser d'essai industriel ni de modification significative des paramètres de procédé (stabilité du procédé).

**Article 2.4 - Définition des mesures d'urgence de niveau N1 à mettre en œuvre de façon systématique en cas de dépassement du seuil d'alerte**

En cas de dépassement des seuils d'alerte définis à l'article 2.1 du présent arrêté, pour les particules « PM<sub>10</sub> » ou le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) ou l'ozone (O<sub>3</sub>), les mesures d'urgence définies aux articles suivants s'appliquent selon les modalités définies à l'article 2.2 du présent arrêté.

Au début de la procédure d'alerte, l'exploitant fait état à l'inspection des installations classées des mesures d'urgence de niveau N1 qu'il va mettre en œuvre, en renseignant et en transmettant par message électronique la fiche jointe au présent arrêté en annexe 1.

**Article 2.4.1 - Mesures d'urgence de niveau N1 en cas de dépassement du seuil d'alerte pour les particules « PM<sub>10</sub> » :**

- application des mesures relatives au dépassement du seuil d'information et de recommandation pour les PM10 ;
- mise en place de mesures pour réduire les rejets atmosphériques de poussières :
  - afin d'optimiser l'efficacité des électrofiltres, limiter l'incinération des déchets d'activités économiques qui contiennent de plus fortes teneurs en soufre notamment des déchets de déconstruction. Cette mesure ne vise pas les DASRI (déchets d'Activités de Soins à Risque Infectieux) ;

### **Article 2.6 – Communication et estimation de la pollution évitée au cours d'un pic de pollution**

Au maximum deux jours après la fin de la procédure d'alerte, la fiche jointe en annexe 1 du présent arrêté est mise à jour par l'exploitant et transmise à l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 3 - Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues à l'article 4 du présent arrêté ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article 4 du présent arrêté. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le recours contentieux pourra être formé :

- soit par voie postale : Tribunal administratif 18, avenue des Fleurs – 06000 Nice,

- soit par voie dématérialisée via l'application Télérecours Citoyens.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

### **ARTICLE 4 - Publicité**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Nice et peut y être consultée ;
  - un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Nice pendant une durée minimum d'un mois ;
- procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Alpes-Maritimes pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 5 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée :

- à la société SONITHERM,
- au maire de Nice,
- à la cheffe de l'unité départementale des Alpes-Maritimes de la DREAL PACA,
- au directeur départemental de la sécurité publique.

Fait à Nice, le 04 AOUT 2020

Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général  
(M. LOOS)  
  
Philippe LOOS

